



*Hôpital Lyon Sud - semaine du 26 mai 2025*

## **Seule la mobilisation pourra stopper le soutien des dirigeants impérialistes à ce génocide**

*Les images de Gaza sont chaque jour plus insoutenables. Les horreurs qu'inflige le régime de Netanyahu à une population civile désarmée relèvent du crime contre l'humanité qui vise à faire disparaître le peuple palestinien. Un « génocide en direct », dit Amnesty International, contre lequel nous, travailleurs, nous devons et nous pouvons agir !*

### **Les larmes de crocodile n'arrêtent pas les massacres**

Le Canada, la France et la Grande-Bretagne ont publié un communiqué commun pour dénoncer les « actes honteux du gouvernement Netanyahu ». Mais 40 % des importations israéliennes viennent d'Europe, dans le cadre d'un accord commercial. Le 20 mai l'Union européenne a annoncé « vérifier » si Israël respecte « toutes les dispositions de l'accord, fondées sur le respect des droits de l'homme ». Qu'y a-t-il à vérifier, lorsque chaque jour des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes meurent sous les bombes, ou de faim à cause du blocus imposé par l'armée israélienne ? Pendant le génocide, le commerce continue, y compris celui des armes. Les États-Unis ont annoncé fin avril la livraison de plus de 3 000 nouvelles bombes à larguer sur Gaza. La France n'est pas en reste, qui livre des composants militaires indispensables aux armements israéliens.

### **Honte à Macron qui continue de criminaliser le soutien à la Palestine !**

Quoi qu'ils en disent, les États impérialistes continuent de soutenir Israël car, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, il est l'un de leurs gendarmes dans cette partie du monde, prêt à intervenir contre les peuples qui se révoltent contre l'ordre capitaliste dans la région.

Voilà pourquoi Macron réprime celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien. Après la menace de dissoudre l'association Urgence Palestine qui organise les manifestations, c'est une enseignante du lycée de Sens qui est suspendue pour avoir organisé une minute de silence pour Gaza ! Honte ! Honte à ce gouvernement qui couvre les génocidaires et réprime ceux qui dénoncent ce massacre !

Pour détourner l'attention et flatter le racisme, Retailleau fait grand bruit autour d'un rapport sur le prétendu « entrisme des Frères musulmans » en France. Rapport qui pointe en réalité le déclin de ce mouvement. Mais qui parle de « l'entrisme » des soutiens aux génocidaires du gouvernement Netanyahu, depuis les plateaux de CNews jusqu'au plus haut sommet de l'État ? Contre tous les poisons racistes, contre l'antisémitisme comme l'islamophobie, contre les amalgames haineux du pouvoir, unissons nos forces pour dire qu'à Gaza, c'est toute l'humanité qu'on assassine !

### **Amplifions la mobilisation pour exiger la fin du soutien au génocide !**

Si Macron et Starmer critiquent aujourd'hui Netanyahu en paroles, c'est parce qu'ils craignent que sa guerre contre tous les peuples de la région déstabilise les dictatures arabes complices et déclenche des révoltes populaires en Jordanie, au Liban, en Syrie ou en Égypte. C'est tout ce qu'on peut souhaiter... et nous pouvons y contribuer ici en montrant que les génocidaires et leurs complices n'agissent pas en notre nom, pas au nom des classes populaires !

En Israël même, les manifestations continuent : des centaines d'Israéliens se sont rendus sur la frontière avec Gaza pour exiger la fin des bombardements, brandissant des panneaux « Palestinian lives matter ». Aux États-Unis, la présidente de l'université de Columbia a été huée par des centaines d'étudiants criant « Free Palestine » et « Free Mahmoud », cet étudiant palestinien arrêté pour avoir manifesté en soutien à la Palestine. À la Haye, plus de 100 000 personnes ont manifesté pour exiger la rupture des relations avec Israël. Oui, c'est bien la seule chose qui permettra de mettre un terme à ce génocide : poursuivre et amplifier la mobilisation pour stopper le soutien de nos gouvernements à l'État israélien !

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.**

**Prends contact avec nos militants et militantes :**

**[lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)**

## **Un goût amer pour la direction de la Croix-Rouge**

Depuis un mois maintenant, les soignants du service de médecine interne de la Croix-Rouge sont en grève pour dénoncer le sous-effectif chronique criant.

Pour se faire connaître, elles ont débarqué dans le self au moment où la direction mangeait, à plus de 40 pour exprimer leurs revendications avec slogans et pancartes. Malgré des tentatives d'intimidation, elles sont allées au bout de leur démarche qui a été très appréciée de leurs collègues.

Elles ont bien raison de faire parler d'elles, à nous de leur faire écho !

## **Panne informatique : comme un bug dans la machine**

À Édouard-Herriot, le réseau internet a planté mercredi dernier. Une panne un peu visible, puisque la presse en parle... mais en fait, des pannes informatiques, c'est la routine à l'hôpital ! Sans parler des cyber-attaques sur les données médicales...

Et c'est bien ça le problème : puisque tout, à l'hôpital, passe désormais par l'informatique, il faudrait que les moyens suivent, en matière de réseau et de cybersécurité. Mais à l'heure de l'intelligence artificielle, les directions préfèrent faire des économies de bout de chandelle...

Il y a un bug dans le système de santé, et ce bug, c'est le profit.

## **Mobilisation des taxis**

Lundi 19 mai, les chauffeurs de taxi étaient mobilisés partout dans le pays contre la nouvelle convention qui encadre le remboursement des transports sanitaires. Les taxis conventionnés assurent le transport des patientes et patients, puis sont remboursés par la Sécurité sociale. La nouvelle convention va réduire ce remboursement, en ne rémunérant plus les retours à vide, ni les temps d'attente.

En zones rurales, où les taxis ont peu de chance d'éviter un retour à vide, ça se traduira par une perte de revenu de 25 à 30 % selon les organisations professionnelles, voire l'abandon de l'activité dans certains cas.

Comme d'habitude, l'État cherche les économies sur le dos des services utiles à la population. Il n'en reste pas moins que le service de transport sanitaire devrait être public, car, aujourd'hui en partie privé, il participe surtout à l'enrichissement des compagnies de taxis au détriment d'une santé gratuite et accessible pour tous.

## **La cour décompte...**

Dans son rapport sur les finances de la Sécurité sociale, la Cour des comptes explique que les idées reçues avançant un personnel administratif et technique en surnombre dans l'hôpital public sont fausses. Mais propose quand même des économies.

Le personnel non soignant représente environ 29% de l'effectif de l'hôpital et son rôle est essentiel. La Cour des comptes voudrait tailler dans l'effectif des petites mains de l'hôpital... tout en disant qu'elles ne sont pas trop nombreuses ! Quand il s'agit d'arroser un secteur privé qui licencie et engraisse ses actionnaires au détriment des travailleurs, ces technocrates n'y trouvent rien à redire, mais quand il s'agit de s'en prendre à des techniciens et des secrétaires, bref à des travailleurs, là, il semble y avoir des "pistes d'économies". C'est sinistre et cynique.

## **Traité sur les pandémies : on garde les brevets et les profits, et on recommence**

Le 20 mai à Genève a été adopté le traité sur les pandémies. Objectif affiché : tirer des leçons de la pandémie de COVID-19 et de ses 7 millions de morts dans le monde en améliorant la coopération internationale, le partage d'informations et de pratiques, ce quelles que soient les ressources de l'État. On croirait presque au beau projet, mais la réalité rattrape vite la communication : le traité priorise le respect de la souveraineté des États et de la propriété intellectuelle pour cadrer toute coopération. Les industries pharmaceutiques ont obtenu de ne céder que 20%, au maximum, de leur production de vaccins, sur lesquels ils gardent le brevet. Les pays les plus pauvres devront donc rentrer dans la logique marchande s'ils veulent y accéder. En d'autres termes, c'est la logique de profit et de concurrence entre États qui s'oppose à la santé de toutes et tous. Preuve, s'il en était encore besoin, que le capitalisme n'aura jamais pour boussole la préservation de la vie.

## **Moratoire sur la fermeture des maternités... et loi du profit**

L'Assemblée nationale a approuvé en première lecture un moratoire de trois ans sur les fermetures de maternités. Leur nombre est passé de 1 369 en 1975 à 464 aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il a été divisé par trois. Conséquences : des femmes enceintes ont de plus en plus de difficulté à y accéder et font parfois plus d'une heure de voiture pour pouvoir recevoir les soins nécessaires. Or le risque de décès néonatal est multiplié par deux lorsque le trajet jusqu'à la maternité dépasse 45 minutes. Cela explique en partie la hausse de la mortalité infantile dont le taux est passé de 3,5 décès pour 1 000 enfants nés vivants en 2011, à 4,1 en 2024. Durant ce moratoire, un « état des lieux » sera réalisé sur les maternités pratiquant moins de mille accouchements par an qui sont considérées comme « moins sûres ». Mais, le plus souvent, notamment dans le secteur privé, les décisions de fermeture ne reposent pas sur des critères de santé publique mais sur des logiques de rentabilité. Alors, moratoire ou pas, la loi du profit continuera de s'appliquer.

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.**

**Prends contact avec nos militants et militantes :**

**[npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)**

**[lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)**